

FRONT ROUGE

journal de combat marxiste-léniniste

bimensuel
jeudi 7 janvier 1971

ccp Paul Gay Lyon 6452-41
N° 2 1 franc

écrire à : Paul Gay
54 rue Voltaire, 69 Lyon 3e

Les ouvriers ont raison de séquestrer les patrons

Monsieur Séguy avait promis à ceux qui voulaient l'entendre qu'en France les fêtes de fin d'année se dérouleraient dans le calme. La réalité a échappé à ces prophéties téméraires. En une seule semaine les travailleurs de trois secteurs différents ont déclenché des grèves suivies d'occupation et accompagnées de séquestration. A Faulquemont (Moselle), à Condé sur Noireau (Calvados), à Fougères (Ile et Vilaine), les travailleurs exaspérés ont cessé le travail, occupé les lieux de production, séquestré patrons et cadres.

Un tel ensemble ne peut être le fruit du hasard. En aucun cas il ne peut s'agir d'un accident. Mais il n'est pas non plus l'indice de l'action d'une organisation révolutionnaire. Il n'y en avait aucune à Faulquemont, ni à Condé sur Noireau, ni à Fougères. Ni hasard, ni orchestration, ces trois luttes "sauvages" qui ont défrayé la chronique bourgeoise doivent nous faire réfléchir. Il est indispensable de faire ressortir ce que ces luttes avaient de commun et de nouveau, ce qu'elles laissent présager de l'avenir et comment les marxistes-léninistes doivent s'en saisir pour faire progresser leur combat.

LE NOUVEAU SURGIT DE L'ANCIEN CE QUI COMPTE C'EST LE RAPPORT DE FORCE

A Faulquemont, à Condé, à Fougères, les travailleurs n'ont pas hésité. Ils savent que les négociations autour d'un tapis vert, ça ne donne jamais rien. Ils l'ont appris à leurs dépens depuis de longs mois. A Fougères ils ont attendu en vain pendant 12 jours de grève que le patron daigne enfin les écouter. A Faulquemont les syndicats parlaient depuis longtemps des licenciements provoqués par les fermetures de puits mais rien n'y faisait, même pas les manifestations tranquilles dans les rues. Ils en ont eu assez, ils se sont souvenu qu'en mai 68 on avait séquestré. Alors à Fougères, quand Leclerc, le patron s'est pointé à l'usine, on l'a enfermé dans son bureau, à Condé quand Masson, le directeur est venu avec ses acolytes récupérer son contremaître, on l'a prié fermement de rentrer dans son bureau. Les parlottes n'ont jamais rien donné, les meetings paisibles non plus, les grèves calmes non plus ("Ils s'en foutent", dit un ouvrier de Condé) et les manifestations-promenades non plus. Il n'y avait pas 36 solutions. Ou bien on acceptait de fermer sa gueule une fois de plus, ou bien on prenait les grands moyens. Ou bien on se résignait, ou bien on passait aux actes.

Les ouvriers sont passés aux actes, montrant par là qu'ils avaient parfaitement compris que quand on veut vraiment obtenir quelque chose des patrons, il ne s'agit pas de leur faire des courbettes, et de roucouler auprès d'eux, mais il

s'agit de les faire céder de force puisqu'ils ne veulent pas de gré, qu'il s'agit de les contraindre à céder. Les travailleurs ont montré par là qu'ils étaient bien conscients qu'on n'accepte de négocier qu'en position de force, que ce qui compte ce ne sont pas les négociations mais la force, que ce qui compte c'est le rapport de force. C'est pour ça qu'ils ont séquestré.

"... ils n'en mènent pas large, les patrons !..."



QUI SONT NOS AMIS, QUI SONT NOS ENNEMIS ?

Savoir qui est avec nous et qui est contre nous est essentiel lorsqu'on se bat. Bien sûr à Fougères ils ont pris le patron parce que c'est une petite boîte : il y a longtemps que les ouvriers savent que le patron n'est pas leur ami, et cela, malgré toutes les histoires à mourir debout que ressortent depuis cent ans ceux qui parlent à la télévision. Dans une petite boîte le patron on le voit. A Fougères ils l'ont pris. Mais dans les grosses boîtes, où donc le trouver le patron

puisque'il n'existe pas ? Les actionnaires des sociétés anonymes ne viennent jamais mettre le nez dans l'usine qui les engraisse. Alors elle a bonne mine la CGT quand elle dit qu'on peut à la rigueur séquestrer les patrons, que c'est moins vilain que de séquestrer les cadres. Elle sait bien qu'on ne les verra jamais. A Faulquemont et à Condé, les ouvriers ont pris ce qu'ils avaient sous la main : des "grosses légumes" de l'usine, des cadres.

Alors la CGT a poussé des clameurs hystériques sur le thème : "pas eux, ils sont avec vous" et de s'empresser de présenter ses excuses à la CGC, et de libérer les contremaîtres en douce pendant que les travailleurs ne les regardaient pas, comme ça s'est passé à Condé-sur-Noireau. Mais les travailleurs sont bien payés pour savoir ce qu'est un cadre : le chrono est toujours sur votre dos pour trouver que ça ne va pas assez vite, l'agent de maîtrise est tout juste bon à donner les ordres que d'autres lui ont transmis, tout en vous surveillant du coin de l'œil, quant aux autres, on ne les voit rappliquer que quand il y a une odeur d'augmentation de salaire dans l'air et puis une fois qu'ils ont touché leur augmentation en pourcentage sans remuer le petit doigt, ils ne vous connaissent plus. Alors pas d'histoires, si les cadres sont avec nous ils n'ont qu'à venir faire la grève avec nous ; et comme on ne les voit jamais, on sait bien de quel côté ils sont. Et ce n'est pas en nous parlant des "rapports humains" que la CFDT dit nécessaires qu'on nous convaincra du contraire. Les rapports humains ils ne tiennent pas une seconde quand on veut faire autrement qu'ils nous le disent. En séquestrant des cadres, les ouvriers ont montré que les représentants de la hiérarchie ils s'en foutaient. C'est bien ce qui a tant affolé le CNPF.

LES TRAVAILLEURS COMBATTENT LES SYNDICATS DEBATTENT ET SABOTENT

Il y a encore une chose à noter, c'est que quand les ouvriers de Condé qui en avaient par dessus la tête de la discipline fasciste, ont enfermé les grands chefs dans leur bureau, les délégués CGT se sont prudemment esquivés, préférant voir les choses de loin que de près. Dire qu'ils ont été surpris n'est pas suffisant ; en réalité ils ont été estomaqués, mais ils n'ont rien osé dire, et en particulier leur réprobation, de peur d'encourir la colère du personnel qui vraiment n'aurait pas apprécié qu'on dénigre devant eux et pendant qu'elle se faisait une action approuvée par tous les gars. C'est dire qu'ils n'y ont vraiment été pour rien les syndicats dans les séquestrations : ils ont suivi sans rien dire tout en marmonnant entre leurs dents : "Purée ils y vont fort les gars !" et en se demandant avec angoisse quelle tête allait faire le patron quand il

Les ouvriers ont raison de séquestrer les patrons

CE QU'IL FUT,
C'EST UN PARTI MARXISTE-LÉNINISTE

allait apprendre ça... Et puis quand les ouvriers ont voulu séquestrer une seconde fois, alors le délégué CFDT est intervenu pour dire qu'il n'était pas d'accord, mais comme tout le monde a voté à main levée pour la séquestration, alors il n'a plus rien dit. Le type de la CGT lui, il n'a pas fait pareil ; il n'a rien dit sur le moment, et puis une fois que les ouvriers ont eu le dos tourné, il a ouvert la porte aux séquestrés en disant : "Messieurs, sortez !"

Heureusement pour lui que la masse des gars ne l'a pas vu faire, sinon comme disent les ouvriers, "il avait droit à ses verres fumés à tous les coups". Donc non seulement les ouvriers ont séquestré sans demander l'avis des syndicats mais en plus les syndicats ont carrément dit et fait le contraire de ce que disaient et faisaient les ouvriers ; et quand on sait que les gars des syndicats sont des "délégués", des types qui sont là pour représenter la volonté des ouvriers, alors leur attitude porte un nom bien simple et il n'y a pas à discuter : c'est une trahison.

Il faut cependant être juste, certains délégués sont proches des ouvriers et ça n'a pas été tout seul quand les directions départementale et nationale ont fait savoir nettement, pour la CGT, de façon ambiguë, pour la CFDT qu'elles n'étaient pas pour les séquestrations. Il y a eu des affrontements violents entre certains cégétistes de Ferodo et les bonzes de l'UD ; il paraît que les vitres tremblaient quand le type de l'UD gueulait qu'il ne fallait pas parler de grève illimitée aux ouvriers, parce que le type de l'usine avait osé dire timidement que c'est ça que les travailleurs voulaient. De même, les gars de la CFDT de la boîte n'ont pas bien compris pourquoi on disait aux travailleurs de reprendre le travail, pourquoi on faisait un "geste d'apaisement" à l'égard de la direction alors que c'est la séquestration qui avait fait plier les patrons et qu'ils venaient en plus de licencier 11 gars.

Il y a donc des contradictions entre les délégués de base et ceux de l'UD, ceux de l'appareil. Certains obéissent en pensant que les bonzes connaissent mieux les choses, d'autres se plient en maugréant... Mais ce qu'il faut retenir, c'est que tout au long de l'action les gars étaient devant et les syndicats derrière, et que la victoire du début, à Condé, a été obtenue sans les syndicats, et que c'est à partir du moment où les syndicats s'en sont mêlés que tout a foiré.

En n'hésitant pas à utiliser la violence pour créer un rapport de force favorable, en utilisant les cadres comme monnaie d'échange, en les considérant comme des ennemis, en se passant des syndicats, en faisant fi de leur avis, les ouvriers ont par leur initiative créé une brèche dans le front de lutte contre les patrons. Même si c'est seulement pour obtenir une augmentation de salaire comme à Fougères, la réintégration d'un licencié comme à Condé, le maintien d'un puits en activité comme à Faulquemont, même si ce ne sont là que des objectifs limités, les ouvriers ont enfoncé un coin dans les fortifications de leurs ennemis, et cela dans la conjoncture actuelle va absolument dans le sens de la révolution, cela est révolutionnaire. Oui les ouvriers ont raison d'utiliser la violence contre les patrons, ils ont raison de séquestrer leurs ennemis, les cadres-flics, ils ont raison de passer outre aux volontés des syndicats. Leur lutte est totalement juste ! Les marxistes-léninistes les soutiennent à 100% et ils les soutiendront jusqu'au bout sans arrière pensée ni réserve !

LES OUVRIERS ONT BESOIN D'UN PARTI MARXISTE-LÉNINISTE

LES OUVRIERS ONT BESOIN DU MARXISME-LÉNINISME

Quand, à Faulquemont, les ouvriers voulaient du travail, quand, à Condé, ils voulaient la réintégration de Massone qui était licencié, quand, à Fougères, ils voulaient une augmentation, ils ne posaient pas la question du pouvoir d'état. "On n'est pas des révolutionnaires disait un gars de Ferodo, mais on veut pas être traités comme des chiens". Pourtant c'est la question du pouvoir d'état qui se trouve en fait posée dans ces 3 luttes.

Parce que si la mine ferme, à Faulquemont, c'est pas parce qu'il n'y a plus de charbon mais parce que les patrons gagnent moins d'argent en tirant du charbon à Faulquemont que dans d'autres puits qui sont parfois situés en Afrique.

Parce que si Massone a été licencié, à Condé, c'est pas parce qu'il faisait mal son travail, c'est parce qu'il refusait de "ramper sous la machine", c'est parce qu'il n'avait pas besoin d'un garde-chiourme à ses trousses ; et si on flanque des gardes-chiourmes dans les boîtes, c'est pas parce que les ouvriers ne sont pas capables de faire tourner la boîte sans eux, c'est parce que sans eux ils ne s'épuiserait pas à courir à en devenir dingue et qu'il y aurait moins de pièces de sorties et que le patron en vendrait moins et qu'il gagnerait moins d'argent.

Parce que si, à Fougères, le patron ne voulait pas augmenter, c'est pas parce que les gars n'avaient pas besoin d'avoir de quoi vivre, c'est parce que Leclerc, tout le fric qu'il ne donne pas aux ouvriers, il peut se payer des belles voitures avec. Tous les patrons de France et de Navarre, qu'ils soient connus ou anonymes, ce qu'ils veulent c'est faire du fric, et le reste ils s'en foutent. Et les patrons, c'est eux qui commandent au gouvernement ; on l'a bien vu quand ils ont fait donner les flics contre les ouvriers comme à Flins ou à Sochaux en 68. On l'a bien vu à Grenelle aussi puisque c'est Pompidou qui a parlé à la télé au nom de tous les patrons.

Montrer que toutes les saloperies qui tombent sur la tête des ouvriers, ça vient toujours, en fin de compte, du pouvoir d'état, et que si les ouvriers veulent que ça change une bonne fois pour toutes, ils doivent abattre ce pouvoir d'état par la violence armée (parce que c'est impossible autrement) et prendre eux-mêmes en mains ce pouvoir : c'est ce que fait le marxisme-léninisme.

C'est le marxisme-léninisme qui montre que si on ne vire pas les capitalistes, les augmentations seront bouffées par les hausses, comme celles de Grenelle ; les chefs continueront à commander et à licencier, même s'ils le font mielleusement, en y mettant les belles manières ; les puits continueront à fermer une fois qu'on aura petit à petit flanqué tous les gars hors de la mine en leur racontant des bobards. Pour en finir à jamais avec le chômage, les licenciements, les salaires de misère et l'obéissance servile, les ouvriers ont besoin du marxisme-léninisme.

POUR VAINCRE IL FAUT S'ORGANISER

A Condé, les gars ont vu la CGT "baisser les coudes" dès le début ; ils ont vu la CFDT ne rien faire le lundi 28 au matin, alors que 11 gars et non plus seulement Massone, étaient licenciés. Ils ont vu que les syndicats étaient toujours là pour freiner, et non pas à leur place, en première ligne. Ils ont vu qu'ils se sont dégonflés, mais ils n'en ont pas conclu pour autant que les syndicats étaient pourris jusqu'au trognon. Ils ont vu les gestes de trahison, ils ont vu la porte s'ouvrir et les séquestrés sortir. Ils ont vu le délégué CGT ouvrir la porte, mais, même s'ils ont lancé : "les syndicats, c'est tous des salopes", ils n'ont pas déchiré leur carte pour autant. Du geste, ils ne sont pas allés jusqu'à la ligne du syndicat, jusqu'à sa politique. Ils ont vu la trahison, mais ils ne savent pas que cette trahison est systématique, qu'elle n'est pas la première et qu'elle ne sera pas la dernière ; qu'elle n'a pas eu seulement lieu à propos de Condé, de Fougère ou de Faulquemont, dans les déclarations officielles au sujet des séquestrations, mais qu'elle a lieu dans toutes les boîtes de toute la France ; si bien qu'on peut dire qu'au moment où vous lisez ces lignes, il y a au moins cinquante tergiversations, cinquante reculades, cinquante trahisons qui sont en train de se mijoter dans les boîtes et surtout dans les UD.

Quel est l'instrument qui manque aux travailleurs pour rassembler les idées de chaque participant à la séquestration, afin que celle-ci soit la plus efficace possible ; pour rassembler toutes les informations sur l'attitude des patrons, des syndicats, des flics, passées et présentes, ici et là-bas, afin d'en tirer des conclusions fermes et précises qui puissent guider l'action présente et à venir : une organisation au service de leur lutte, leur organisation à eux, l'arme de leur combat.

C'est le Président Mao qui a indiqué : "il faut recueillir les idées des masses (dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses se les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action..."

A Condé, il y a eu trois étapes. Du vendredi 18 au jeudi 24, l'usine était pleine de l'enthousiasme débordant de la lutte. Pleins d'initiative, les ouvriers parcourent l'usine pour faire débrayer, ils discutent avec les types : "hé les gars, on ne va pas le laisser tomber, Massone !" "Venez, on va leur faire bouffer leur cravate à ces sales cons"... Ils s'organisent : certains surveillent les séquestrés, d'autres vont leur chercher à bouffer, d'autres se mettent aux portes pour voir s'il n'y a pas des ombres de flics à l'horizon. Débrayage à 100%. Le lundi aussi, quand on apprend que la direction, dans sa fourberie, a joué sur les mots : elle ne "réintègre" pas, elle "réembauche" : nuance ! On griffonne des chansonnettes humoristiques sur Colin, le petit chef qui a fait lourder Massone. Le moral est au beau fixe.

A partir du meeting du jeudi 24 et jusqu'au meeting du mardi 29, les syndicats ont demandé la reprise : 11 gars sont licenciés et on travaille quand même. Un malaise se répand dans la boîte : "alors quoi, on ne fait rien", s'étonnent les gars... "qu'est-ce qu'on attend pour débrayer ?"...

Le mercredi 30 au matin, les jeunes parcourent bien encore l'usine avec un mégaphone ; mais c'est cuit, le cœur n'y est plus, le débrayage ne se fait qu'à 70%. Quand les gars passent pour haranguer, il y en a qui baissent la tête sur leur machine en faisant semblant de ne pas voir, de ne pas entendre. Ils ont honte. Alors les gars n'y comprennent plus rien, ils sont paumes, découragés. Ils disent leur amertume : "mais qu'est-ce qui s'est passé. Bon dieu ! L'autre semaine, pour un gars, on se fout tous en grève : maintenant, il y en a 11 de licenciés et ils ne veulent pas débrayer !". Certains s'énervent : "celui-là, son frère est licencié et il alimente sa machine... Nom de dieu, si je le coince, je lui casse la gueule !". Et à 14 h, l'équipe du soir ne débraye qu'à 50%. Les patrons illuminent, la CGT est rassurée : voilà maintenant que les ouvriers sont divisés entre eux. Le bonze de l'UD jubile : je vous l'avait bien dit ! Alors que c'est lui qui a miné le terrain... Le Salaud ! Maintenant, les ouvriers combattifs se sentent tout à coup seuls.

Qu'a-t-il manqué alors ? Il a manqué une organisation qui aurait soutenu et organisé la séquestration, qui aurait dénoncé les manœuvres des syndicats, porté l'enthousiasme jusqu'à la victoire complète, une organisation qui, même en cas d'insuccès, aurait expliqué aux ouvriers le pourquoi de l'échec, les tenants et aboutissants de toute l'affaire, cette organisation qui aurait dit : "de cette défaite, nous tirerons les leçons et elles serviront à notre prochaine victoire... Ils ne perdent rien pour attendre !", cette organisation qui aurait porté haut levé, même dans les revers, le grand drapeau des ouvriers, le drapeau rouge : le Parti Communiste Marxiste-Léniniste.

D'un côté, la juste violence des travailleurs qui bousculent le respect de la hiérarchie en faisant fi des syndicats ; de l'autre, des objectifs limités auxquels manquaient une organisation armée du marxisme-léninisme. Voilà beaucoup d'enseignements à tirer des magnifiques luttes de cette fin d'année 1970. Dans une prochaine étape, et quoi qu'il arrive, les ouvriers se doteront d'une organisation qui ne soit pas contre les séquestrations, d'une organisation qui ne prétende pas défendre en même temps les intérêts des cadres et ceux des ouvriers, d'une organisation qui se démarque de celles qui existent. Et même si elle est, dans un premier temps seulement, temporaire. Cette organisation, qui ne recule pas devant la violence et sache montrer sa nécessité, qui regroupe les exploités seulement, ce syndicat de type nouveau, différent de ceux qui existent, c'est le Syndicat Rouge.

Les marxistes-léninistes vont à la rencontre des travailleurs. Ils doivent s'éduquer auprès des ouvriers, ils doivent apprendre d'eux. Ils doivent aussi, armés du marxisme-léninisme, proposer aux travailleurs cette organisation née pour la lutte, cette organisation basée sur le marxisme-léninisme, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste, qui s'édifie en faisant fusionner le marxisme-léninisme, la pensée de Mao Tse-Toung, avec le mouvement ouvrier en France.

VIVE LA JUSTE LUTTE DES TRAVAILLEURS DE FAULQUEMONT, CONDE SUR NOIREAU ET FOGÈRE !

A BAS LES SYNDICATS FAILLIS, SYNDICATS TRAITRES !
VIVE LE PARTI DES TRAVAILLEURS !

En avant vers l'unité du mouvement révolutionnaire de la jeunesse

Dans la société impérialiste pourrie, il n'y a pas de place pour la jeunesse. La bourgeoisie au pouvoir cherchait à l'enfermer dans son carcan d'intérêt sordide et de conceptions réactionnaires. Elle a échoué. Aujourd'hui même une partie de ses héritiers la vomit. Ceux des jeunes qu'elle a triés pour devenir ses chiens de garde et ses successeurs, les étudiants, rejettent le rôle qu'on veut leur faire jouer. Ils ne veulent pas être les privilégiés du vieux monde capitaliste, basé sur la recherche du profit et l'exploitation de l'homme ; en dévoilant les mensonges de la culture bourgeoise, de l'enseignement des patrons et des flics, les meilleurs d'entre eux résolvent la question : quelle classe servir ? De plus en plus la bourgeoisie est mise à nu, de plus en plus elle est aculée ; elle ne réussit plus à s'attacher dans la jeunesse qu'une petite couche de dégénérés et d'arrivistes : la racaille qu'elle a engendré ; elle n'a plus le choix. Pour s'agripper le plus longtemps possible au pouvoir, pour imposer sa domination, elle réprime.

Pour contenir l'énergie révolutionnaire de la jeunesse, qui lui fait comprendre que son temps est fini et que s'achève le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, la bourgeoisie au pouvoir étend à toute la société la répression et la discipline de bague qu'elle a introduit depuis longtemps dans ses usines. Tout ce que les classes faillies ont à offrir à la jeunesse, c'est à l'usine le travail abrutissant avec la folie des cadences et des brimades incessantes, à l'école l'ennui de l'enseignement mort et rétrograde et le chômage à la sortie, à l'université les stupidités réactionnaires et dans la rue les sévices de la flicaille.

Surexploitation et chômage d'un côté, répression de l'autre, tels sont les deux aspects de la politique de la bourgeoisie en direction de la jeunesse.

La bourgeoisie se moque et vole à outrance les apprentis qu'elle fait trimer plus de 40 h par semaine et pour 200 F par mois.

La bourgeoisie se moque des enfants d'ouvriers qu'elle parque dans ses classes pratiques pendant deux ans non pour leur apprendre quoi que ce soit mais pour les dresser à l'esclavage capitaliste.

La bourgeoisie exploite les jeunes des CET qu'elle fait travailler gratuitement avant de les livrer au chômage.

La bourgeoisie se jette sur la force de travail encore fraîche des jeunes ouvriers pour les contraindre aux tâches les plus usantes sur les chaînes et aux machines pour des salaires de misère.

La bourgeoisie dresse sa flicaille dans la haine de la jeunesse. En inventant n'importe quel prétexte (cheveux longs), elle pousse ses chiens à frapper, ramasser, ficher les bandes de jeunes dans les quartiers ouvriers.

La bourgeoisie quadrille les centres universitaires. Elle a sorti la toge du professeur, la matraque du flic ou du vigile.

Avec une telle politique, on ne se fait pas que des amis. Partout éclatent des mouvements de révolte. Il n'est pas évident du tout que les jeunes soient prêts à se laisser faire.

— à Saint-Etienne du Rouvray, c'est la riposte aux provocations des flics et l'attaque du commissariat.

— à Amiens, les éducateurs-flics du Centre d'Education Surveillée payent le prix de leur sadisme.

— tous les jours dans les usines, les petits chefs qui poussent à la cadence n'ont pas la vie facile. A eux de choisir entre les miettes que leur donnent les patrons pour faire leur police et ce qu'il leur en coûte de brimer les ouvriers.

Tous ces mouvements sont de plus en plus nombreux mais ils sont encore isolés, trop faibles, vite réprimés. Ils manquent d'unité et d'organisation. Toute la force potentielle de la jeunesse n'est pas employée à porter des coups qui frappent efficacement la bourgeoisie. Il est temps que se forge contre la bourgeoisie l'unité du mouvement révolutionnaire de la jeunesse. Les détachements épars de ce mouvement ne doivent plus se battre en ordre dispersé. Il est temps que fusionnent étroitement les luttes universitaires et les luttes des jeunes travailleurs et des futurs prolétaires. Les flics sont les mêmes sur les campus ou dans les HLM, à Nanterre et à Saint-Etienne du Rouvray, parce que la bourgeoisie n'a qu'une politique en direction de la jeunesse.

Engagées dans leur agonie, les forces réactionnaires de l'impérialisme intensifient leur répression et leur surexploitation ; le règne de l'anarchie capitaliste devient de plus en plus le règne de la barbarie.

Pour avancer de manière décisive dans la voie de la révolution prolétarienne, les forces du mouvement de la jeunesse ont à forger leur unité dans les luttes quotidiennes contre ces forces rétrogrades. Etroitement lié à la classe ouvrière, sous la direction du parti marxiste-léniniste sans lequel aucune unité réelle ne peut se faire, ni aucune lutte conséquente s'engager, le mouvement de la jeunesse doit s'avancer dans sa construction. C'est le rôle de "Front Rouge" que de l'y aider.

LES ETUDIANTS REVOLUTIONNAIRES FACE AUX FLICS



Aujourd'hui, Nanterre, on pourrait presque y faire un pèlerinage, tellement c'est calme. Certes, il y a chaque semaine, un ramassis de minets fascistes qui prend une raclée. Certes, il y a le négrier Foyer qui a quelque mal à faire son cours, et il y a ses vigiles qui, comme dit un journal bourgeois, "ne bénéficient pas de la sympathie des étudiants". Il y a, enfin, les activités révolutionnaires de certains étudiants en direction du bidonville voisin. Mais, cette année, il a manqué une chose au tableau : les CRS sur le campus. C'est que les "minoritaires" de Nanterre, dès qu'ils sont agressés par les flics, bénéficient de la solidarité active de tout le mouvement étudiant parisien. On comprend ainsi que Marcellin hésite un peu à y faire donner trop souvent les CRS. Les "vigiles" universitaires, c'est plus discret.

En revanche, dans les universités de province, Marcellin a eu moins de scrupules. Il a eu tort.

Toulouse : après la séquestration d'un conseiller général, les flics pénètrent dans les locaux universitaires et matraquent sau-

vagement. C'est alors des centaines d'étudiants qui leur font face, les affrontent violemment pendant plusieurs heures. Des manifestations massives sont ensuite organisées dans la ville.

Caen : des flics en civil s'opposent à ce que la salle des professeurs soit rebaptisée du nom de Izko, héros de la lutte du peuple basque. Les CRS interviennent alors et ratissent le campus. Des étudiants déparent la cour et résistent aux flics. Le lendemain 1500 étudiants sont mobilisés dans les rues de Caen. De nombreux ouvriers se joignent à cette manifestation.

Poitiers : la route nationale qui passe au milieu du campus tue et blesse. Depuis l'ouverture du nouveau campus, il y a eu plusieurs dizaines de victimes. Un nouvel accident fait déborder le vase ; les étudiants bloquent la route, suivant en cela l'exemple des ouvriers de l'usine Geiger à Caen. L'intervention des flics est immédiate et brutale. Pendant 5 heures, des centaines d'étudiants ripostent durement avec tout ce qui leur tombe sous la main. Le lendemain, ils sont 3000 à manifester dans les rues de la ville.

A propos de la nouvelle loi fasciste un avocat progressiste nous écrit :

Article 76 de la Constitution de la République Française du 22 frimaire AN VIII :

"La maison de toute personne habitant le territoire français est inviolable".

Cette solennelle déclaration est contenue dans la Constitution qui devait couvrir la dictature de Napoléon.

10 décembre 1970 : L'Assemblée Nationale discute et adopte, on deuxième lecture, une proposition de loi "relative aux mesures sanitaires de lutte contre la toxicomanie et à la répression du trafic illicite des substances vénéneuses". Le compte-rendu des débats n'occupe que sept pages et demie au Journal Officiel du vendredi 11 décembre 1970. En dehors des Rapporteurs de la Commission des Lois et de la Commission des Affaires Culturelles, du Ministre de la Santé Publique et de la Population, du Président de l'Assemblée Nationale, et d'un seul député, auteur de deux amendements, aucun parlementaire ne prend la parole.

Sans la moindre protestation, l'Assemblée Nationale a ainsi adopté un texte qui autorise les autorités de police, sous prétexte de rechercher et constater les infractions relatives à l'usage, la production et le commerce des stupéfiants, à effectuer de leur propre initiative toutes visites domiciliaires, perquisitions et saisies, à toute heure du jour et de la nuit, sans mandat d'un juge d'instruction, dans tous les locaux où l'on pourrait user de stupéfiants ou en fabriquer, en transformer ou en entreposer.

Ce texte contient d'ailleurs bon nombre d'autres dérogations aux libertés individuelles fondamentales et aux règles du Droit Pénal et de la Procédure Pénale qui les garantissent (violation du secret médical - obligation faite à une personne de se soumettre à des cures de désintoxication sous la menace de sanctions pénales - définition spéciale de la récidive et de l'Association de malfaiteurs - exception au principe de la territorialité de la loi pénale, doublement du délai de la garde à vue, dans les locaux de la

police, qui passe de quarante-huit heures à quatre jours pleins - nouvelles possibilités d'expulsion des étrangers et faculté de leur interdire définitivement le territoire français.

Le rejet d'un amendement, rétabli par le Sénat dans sa deuxième discussion du 17 décembre 1970, éclaire parfaitement la volonté délibérée de laisser libre cours à l'action policière. Il tendait à soumettre à l'autorisation écrite et préalable du Procureur de la République les visites domiciliaires, perquisitions et saisies lorsqu'elles devaient avoir lieu dans une maison d'habitation ou un appartement.

Monsieur le Ministre de la Santé s'y est opposé pour deux motifs :

— "...il est souvent difficile de faire la distinction entre une maison d'habitation et un autre local". (sic)
— "...on prive(r)ait ainsi la police d'un droit de suite dans des affaires où la rapidité d'intervention est une arme essentielle. Le délit du trafic de drogue n'est pas inscrit sur son front, et il faut le matérialiser par la marchandise".

Cependant, sans doute pour apaiser les juristes pointilleux, le Gouvernement et l'Assemblée avaient admis l'amendement suivant :

"Les perquisitions et saisies ne pourront se faire que pour la recherche et la constatation des délits prévus au présent article - (infraction de toute nature aux lois sur les stupéfiants) - Tout procès-verbal dressé pour un autre objet sera frappé de nullité".

Outre, que curieusement, les visites domiciliaires étaient oubliées dans cet amendement, qui ne voit qu'il est aisé à toute police, fût-elle la plus vertueuse, ayant constaté une toute autre infraction que celle relative à la drogue, de retenir les personnes ou de se maintenir sur les lieux, jusqu'à ce que l'heure légale ait sonné ou qu'un mandat du juge d'instruction soit délivré pour cette autre infraction ? L'action policière est souvent déclenchée "sur information", autrement dit, d'après des renseignements anonymes et invérifiables. Il est trop aisé d'invoquer un renseignement qui ne sera évidemment pas corroboré par la

Le trait commun des luttes dans ces 3 villes, c'est d'abord la rapidité et la brutalité de l'intervention des CRS. C'est, en second lieu, la détermination des étudiants qui se battent contre les flics. C'est ensuite, la mobilisation massive que suscite la répression chez les étudiants. C'est enfin l'écho important rencontré par ces luttes auprès des autres jeunes et des ouvriers de ces villes.

Dans chaque cas, Marcellin a fait un mauvais calcul. Tablant sur le prétendu isolement des révolutionnaires au sein du milieu étudiant, il a cru pouvoir se permettre une répression brutale et radicale des activités révolutionnaires. Mais la riposte massive des étudiants a montré que la révolte contre l'ordre social actuel ne se limitait pas, chez les étudiants, à une poignée de "gauchistes". C'est, au contraire, des milliers d'étudiants, révoltés contre leur avenir de cadres-flics au service des patrons ou de futurs chômeurs, révoltés contre l'idéologie et l'oppression bourgeoise, qui sont prêts à se ranger aux côtés des révolutionnaires à chaque lutte politique importante.

Aujourd'hui encore, le mouvement étudiant est aux avant-postes des luttes de la jeunesse, des luttes révolutionnaires. C'est ce qui explique la répression du pouvoir, à un moment où la participation est ridiculisée en milieu étudiant.

Les étudiants révolutionnaires doivent se préparer à des affrontements plus violents encore. Les incursions des CRS sur les campus vont se multiplier dans l'avenir. La multiplication des luttes politiques en milieu étudiant raffermira encore davantage l'appui que de nombreux étudiants sont prêts à apporter face à la répression, face à la bourgeoisie.

suite, mais qui aboutira à la découverte "fortuite" d'une toute autre infraction.

Désormais, les visites, perquisitions et saisies devront être autorisées préalablement par le Procureur de la République.

Je ne veux pas parler des autres dispositions du texte adopté : n'aborder l'entier problème de la toxicomanie que sous l'angle de la répression est un signe du degré de confiance que le Pouvoir accorde aux citoyens. D'ailleurs, le Ministre de la Santé Publique ne s'est pas caché pour déclarer, lors du débat à l'Assemblée Nationale : "Je tiens à préciser que nous n'avons pas voulu et que NOUS NE VOULONS PAS INFORMER systématiquement les jeunes pour ne pas risquer de créer, peut-être, auprès de certains d'entre eux, des curiosités qui, pour le moment, n'existent pas".

A elle seule, la disposition qui détruit les garanties d'inviolabilité du domicile privé révèle à quel point le Pouvoir ne recherche plus qu'à renforcer les pouvoirs de la Police. On ne peut se faire d'illusions sur la garantie que représente l'autorisation du Procureur de la République. Celui-ci n'est pas sur les lieux, ne peut mesurer la portée réelle de l'autorisation qu'on lui demande, et la pratique a démontré que cette autorisation, par exemple en matière de garde à vue, était rarement refusée.

Il ne sera désormais même plus besoin d'invoquer la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, ou d'attendre quelque complot qui permette de décréter l'état d'urgence, pour livrer à l'arbitraire du Pouvoir le citoyen sans défense. Et maintenant que ce pas est franchi, rien ne s'oppose plus à ce que des mesures analogues soient simplement étendues, par analogie, à toutes les catégories de personnes qui paraîtront dangereuses ou suspectes. Il est facile d'exploiter l'émotion de l'opinion devant un problème comme celui de la drogue. Demain, on pourra faire de même pour l'alcoolisme, l'avortement, la fraude fiscale, puis, pourquoi se le cacher, pour tous les délits politiques.

La politique des révisionnistes dans les municipalités

Dans les fiefs révisionnistes, on est frappé par la faiblesse du nombre des ouvriers qui militent dans les cellules du P.C.F. Ce sont toujours les mêmes permanents ou autres bonzes qui, à quelque exception près, font la vente de l'Humanité Dimanche, et ceci très irrégulièrement. Très souvent même, ce sont des personnes payées par le P.C.F. qui font la vente.

Les révisionnistes disent lutter pour la défense des travailleurs, mais qui se fera encore des illusions sur eux après avoir eu cet exemple frappant de trahison : Une jeune femme, sympathisante du P.C.F., était payée tous les dimanches pour vendre "Le Journal d'Aubervilliers" et "L'Humanité Dimanche", étant enceinte, elle prend son congé de maternité et trouve une remplaçante pour la vente. Ladite remplaçante ne fut peut-être pas très consciencieuse et partit avec la caisse. Et bien, pour rentrer dans ses fonds, le P.C.F. refusa de payer le congé de maternité de la jeune femme. Voici un exemple clair de ce qu'on appelle traître à la classe ouvrière.

Mais si la démocratie avancée ne suscite aucun enthousiasme, aucun élan dans la classe ouvrière pour soutenir les efforts laborieux d'alliance avec les Mitterand, Mollet et Deferre, par contre, il y a un milieu où le P.C.F. recrute largement : c'est celui des instituteurs ; et il y a de bonnes raisons à cela. Dans une banlieue où les municipalités sont révisionnistes, peut-il exister un meilleur tremplin pour monter dans l'échelle sociale que le P.C.F. ? En effet, c'est par eux que l'on peut obtenir les meilleures places. Les mairies ont un rapport sur chaque instituteur, et l'inspecteur primaire peut le consulter avant d'accorder des points aux enseignants inspectés. Si, bien sûr, un enseignant est connu pour ses positions anti-révisionnistes, il n'a aucune chance d'avoir des points accordés par son inspecteur. Voici une des répressions "policières" du P.C.F.

Les révisionnistes sont les meilleurs chiens de garde de la bourgeoisie. En effet, celle-ci a tout intérêt à leur laisser des postes importants. Ils font de gros efforts pour gérer le mieux

possible le capital. C'est ainsi, par exemple, que de nombreux directeurs sont au P.C.F. Ils tiennent à ce que leurs écoles deviennent des écoles modèles citées par la bourgeoisie. Pour cela ils emploient plusieurs moyens. Ils n'hésitent pas à laisser des suppléments sans travail pour donner des postes à l'année à d'autres soi-disant plus consciencieux, parce que présentés par leurs collègues révisionnistes.

Tous ces chiens de garde de la bourgeoisie n'hésitent devant rien pour garder à leur école cet aspect modèle. Ainsi les jeunes fils d'ouvriers entrés dans le circuit des CET ou des Fins d'Etudes Pratiques manifestent leur colère, leur révolte de classe, très souvent contre l'école, car c'est elle qui les a opprimés pendant des années. Ils se vengent en cassant des carreaux, en volant des appareils (projecteurs, magnéto, etc...). Cette jeunesse-là est dangereuse pour les révisionnistes car ils n'ont aucune prise sur elle, et ils sentent bien que cette révolte pourrait être transformée en une véritable prise de conscience politique révolutionnaire.

Ils en ont peur aussi. Un directeur n'a pas hésité à faire appel à la police en lui demandant de faire des rondes pendant les heures scolaires pour arrêter les enfants qui sont dans la rue, et surtout pour amener au poste les enfants qui sont dehors après 9 heures du soir. Ces fils d'ouvriers, des membres d'un parti dit communiste les appellent : la pégre, et ils donnent comme explication, lorsqu'ils font appel à la police, la sécurité des enseignants et des autres enfants, qui ne doivent pas, disent-ils, supporter le mauvais exemple de certains.

Toujours pour garder cet aspect modèle à leur école, ils font appel à tout ce que propose la bourgeoisie de répressif. Dans une école de la Courneuve, 6 enseignants sur 13 sont au P.C.F., et 3 sont sympathisants. Dans cette école, 3 enfants de 12 ans sont particulièrement révoltés ; parmi eux, il y a un petit gitan qui vit dans une roulotte où s'entassaient 6 personnes. Vu les nombreuses écoles qu'il a fréquentées très périodiquement, il ne sait ni lire ni écrire. Cet enfant est entouré d'un climat hostile, non par les élèves mais par les

enseignants qui le trouvent sale et mal élevé, et surtout qui pensent que cet enfant révolté et mal habillé ne fait pas honneur à l'école. Aussi, le directeur, appuyé par ses "camarades" révisionnistes, a fait appel à une psychologue qui, tout simplement, a jugé en 15 minutes cet enfant débile, et est prête à l'envoyer dans un centre d'enseignement spécialisé pour enfants handicapés. Il en est de même pour les 2 autres élèves de l'école.

Les 2 aspects des révisionnistes sont mis à jour. D'une part leur démagogie, leurs mots d'ordre lancés pour la défense de l'école laïque peut tromper certaines personnes. Mais d'autre part leur idéologie social-fasciste appliquée tous les jours dans tous leurs faits et gestes ne peut plus tromper ceux qui les côtoient journalièrement.

LES REVISIONNISTES ET LES EMPLOYÉS DE L'ÉCOLE

Les femmes de service sont des employés municipales et sont doublement exploitées, car leurs patrons sont en même temps leur soi-disant "défenseurs". On voit les contradictions que cela peut entraîner et notamment celle-ci : dans un groupe scolaire important, leur chef de service est en même temps leur délégué CGT ! Généralement, les employés ne sont pas titulaires, et il faut de nombreuses années de service pour cela ; et dans ces conditions, elles peuvent être facilement licenciées ; aussi, pour garder leur boulot, elles sont toutes syndiquées à la CGT.

Quant à leurs conditions de travail, ce sont les mêmes que chez n'importe quel patron. Elles n'ont pas de local à elles dans les écoles et restent pour se reposer sous les préaux. Elles doivent aussi payer de leur poche l'excédent de produits ménagers dont elles ont besoin.

Enfin, dernier fait : les révisionnistes donnent beaucoup de réceptions, de cocktails... et celui des enseignants est très réputé pour sa bonne table. Ces réceptions, qui coûtent d'ailleurs très cher, renforcent auprès des petits bourgeois réunis leur conviction que le P.C.F. fait tout pour leur bonheur.

VALENCE : La Bourgeoisie incapable d'organiser les secours

Dans la vallée du Rhône des milliers de gens sont bloqués depuis le dimanche 27 décembre. Une centaine de villages sont complètement isolés, sans chauffage, souvent sans électricité, le téléphone coupé ; le ravitaillement commence à manquer. Pour les paysans de la Drôme, la situation est grave, les bêtes risquent de mourir de froid ou de faim.

Des villages isolés on en a peu parlé : la une de tous les journaux était sur les vacanciers bloqués sur l'autoroute. Parions en de cet autoroute-Pompidou en l'inaugurant, en avait fait toute une histoire ; en réalité pour la société privée qui l'exploite ce n'est rien d'autre qu'un nouveau truc pour gagner du fric. Alors peu importe que la circulation s'y fasse au ralenti, le péage a fonctionné jusqu'au dernier moment, jusqu'à ce que des camions et des voitures en travers bloquent complètement la circulation. Et quand de rares secours ont été mis en place, ça encore été pour les automobilistes de l'autoroute.

Pour les villageois bloqués, c'est la portion congrue. Le gouvernement a beau claitonner que le plan ORSEC a été déclenché et que tous les moyens sont mis en œuvre : tous les jours la presse est obligée de reconnaître que ce n'est pas assez. Pensez donc, le 31 décembre, on annonce fièrement qu'il y a 1.200 flics (600 gendarmes et 600 CRS) et 2000 militaires, ceci le quatrième jour, quel effort ! Quand il s'agit de réprimer, on ne mégotte pas tant. Pour le procès Geismar rien qu'à Paris 5000 flics étaient mobilisés. Pour briser une grève des éboueurs, on attend pas 4 jours pour mobiliser les soldats du contingent. Pendant que les villages de la Drôme attendaient en vain des secours, il y avait des milliers de flics pour protéger les consulats espagnols : à 100 km de là, à Lyon, il y avait presque autant de CRS autour du consulat d'Espagne que dans la Drôme. Les flics sont au service du pouvoir capitaliste pas au service du peuple.

Pour atteindre certains villages, apporter le ravitaillement ou évacuer les malades, il n'y a souvent qu'un seul moyen : l'hélicoptère. Le 2 janvier, il n'y avait encore que 7 hélicoptères pour toute la région. Le

premier hélicoptère est arrivé le 31 décembre, et c'était pour amener Chalandon. Quand il s'agit d'en vendre à l'Espagne franquiste, on attend moins longtemps.

Il y a un mois, au milieu d'un flot de larmes, la presse vomissait sur les autorités pakistanaises incapables de prévoir la catastrophe et d'organiser assez rapidement des secours : pensez donc, un pays "sous-développé". On voit aujourd'hui de quoi est capable un pays dit développé, dans une situation beaucoup moins catastrophique.

Dans la France du fric, tout est fait pour réprimer les masses et servir les intérêts du capital, rien pour le peuple.

Une nouvelle menace pour les travailleurs immigrés ?

Sur proposition de son président, Peyrefitte (UDR) la commission des Affaires Sociales de l'Assemblée Nationale a décidé de demander au gouvernement s'il ne serait pas opportun, "dans l'intérêt des travailleurs étrangers en France" de limiter les possibilités de transfert de leur salaire vers leur pays d'origine.

Cette proposition est criminelle dans la mesure où la majorité écrasante des travailleurs immigrés viennent en France pour pouvoir envoyer de l'argent à leurs familles.

Si les travailleurs immigrés supportent l'exploitation forcée qu'ils subissent dans les usines, les chantiers, les bidonvilles, les foyers-taudis, c'est en grande partie avec l'espoir que la misère de leur famille restée au pays sera un peu allégée.

Une telle mesure, si elle était adoptée ne resterait pas sans riposte et les travailleurs immigrés pourraient compter sur le soutien militant des marxistes-léninistes et de tous les progressistes.

ETUDIIONS L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Le mouvement spartakiste en Allemagne, et le spontanéisme

Berlin 6-13 janvier 1919. Ces dates sont celles de la Semaine Sanglante, aboutissement d'une campagne effrénée de calomnies contre les Spartakistes, et qui se termine dans la nuit du 15 au 16 par l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, les 2 dirigeants principaux du mouvement.

QU'EST CE LE MOUVEMENT SPARTAKISTE ?

En août 1914, le Parti social-démocrate allemand (SPD), inaugurant la politique d'"Union sacrée", vote les crédits militaires à la guerre impérialiste.

Aussitôt se fait jour une opposition qui regroupe plusieurs tendances : les Centristes avec K. Kautsky (qui dégénérera vite sur les positions révisionnistes de Bernstein) et l'extrême-gauche, les futurs spartakistes, représentée principalement par Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, etc...

En 1916, paraît la première des 10 "Lettres Politiques" signées Spartacus. Le 1er mai, les Spartakistes entraînent une puissante manifestation sur le mot d'ordre de "Pain, Liberté et Paix". Malgré leur adhésion au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD - fondé par les Centristes), les Spartakistes gardent leur autonomie.

Les masses allemandes dont les conditions de vie s'aggravent (problèmes de ravitaillement, nombre sans cesse croissant de chômeurs), sont de plus en plus opposées à la guerre. Les regards se tournent vers l'Union Soviétique, le pays de la Révolution d'octobre, le nom de Lénine est sur toutes les lèvres. Sur le modèle des Soviets, des Conseils se constituent dans les grandes

usines. Les Spartakistes lancent le mot d'ordre : "Tout le pouvoir aux Conseils de soldats et d'ouvriers".

En novembre 1918, l'insurrection armée éclate, quasi-spontanément, dans presque toutes les grandes villes. C'est la "Révolution de novembre 1918" qui aboutit à l'abdication de l'empereur et à la proclamation de la République.



Auto du Conseil d'Ouvriers et de Soldats armée de mitrailleuses devant la porte de Brandebourg - Berlin - Novembre 1918.

Mais foncièrement, rien ne change pour le peuple allemand, malgré l'arrivée au pouvoir des sociaux-démocrates qui ont déjà fait la preuve de leur trahison. Les institutions existantes sont maintenues, les partis de droite se reforment.

Les Spartakistes, qui lancent le mot d'ordre : "Pas une seule voix aux socialistes gouvernementaux", continuent la lutte armée pour le pouvoir. Fin décembre 1918 - début janvier, ils se séparent enfin des

Centristes et fondent le Parti Communiste Allemand (KPD).

La réaction se fait de plus en plus violente contre le mouvement ouvrier. Le gouvernement d'Ebert et de Noske (social-démocrates) fait ouvertement appel aux officiers prussiens contre le prolétariat. Parallèlement, il laisse se constituer des "Corps Francs", véritables groupes fascistes

ger une des erreurs fondamentales du spartakisme : la théorie de la spontanéité.

Les Spartakistes croient au caractère spontané des révolutions ; ils mettent l'accent sur la mobilisation des masses : il faut agir avant-tout. Et ils reprochent aux Bolchéviks de prétendre "avoir en poche une recette toute prête".

Rosa Luxemburg disait : "En vérité, la social-démocratie n'est pas liée à l'organisation de la classe ouvrière, elle est le mouvement propre de la classe ouvrière".

(R. Luxemburg : La Révolution russe)

Les Spartakistes ont en effet toujours minimisé le rôle de l'organisation. Eux-mêmes n'ont pas de direction centralisée, et cela même après la fondation du KPD. C'est là un des points les plus importants de leurs divergences avec le léninisme.

Cette action permanente qui laisse de côté le travail en profondeur, cette sous-estimation de la fusion des principes universels du marxisme-léninisme avec la réalité concrète de chaque pays, ce refus de l'organisation, expliquent la défaite du spartakisme.

La répression sanglante de janvier a démantelé le jeune Parti Communiste. Une vague de reflux semble peser sur le mouvement ouvrier. Mais l'espoir renaît rapidement : le 5 mars 1919 est fondée la III^e Internationale (Communiste). Et en Allemagne, le prolétariat, sous la direction du Parti Communiste qui a maintenant balayé les illusions spartakistes, dès les années 1923-24 va mener de grandes luttes pour la prise du pouvoir (voir les insurrections de Saxe, Thuringe, Hambourg, dont parle Neuberg dans "L'Insurrection Armée" - Editions Maspéro).

LES RAISONS DE L'ÉCHEC DES HEROIQUES SPARTAKISTES

Le caractère spontané de la "Révolution de novembre 1918" nous permet de déga-

Les jours du fascisme en Espagne sont comptés !

"C'est grâce au peuple basque et à la solidarité que les autres peuples ont manifesté à notre égard que nous resterons en vie. Nous voulons leur exprimer ici toute notre reconnaissance. Mais il ne faut pas oublier que nous ne sommes pas les seuls à souffrir de ce régime, et qu'il y a encore beaucoup d'autres patriotes basques qui pourrissent dans les prisons de Franco. La lutte du peuple basque continuera. Nous demandons aux autres peuples de nous aider afin d'obtenir une victoire définitive." "La Révolution ou la Mort !"

En apprenant qu'ils ne seraient pas exécutés, les militants révolutionnaires basques ont, par ce communiqué, appelé leurs camarades d'Espagne et des autres pays à continuer le combat.

Si Franco a été obligé de reculer, ce n'est pas à cause de l'intervention du pape. Le fascisme espagnol se moque bien de l'opinion du Vatican, et quand c'est nécessaire, il n'hésite pas à s'en désolidariser. Les officiers et les flics déguisés en manifestants franquistes dans toute l'Espagne, ainsi que les milliers de soldats, obligés par régiments entiers à défiler en civil pour soutenir Franco, n'hésiteront pas à lancer des slogans hostiles au Vatican.

Ce n'est pas, non plus, à cause des interventions des gouvernements étrangers, ni des menaces économiques du Marché

Commun. Malgré toutes leurs belles déclarations démagogiques, les pays capitalistes continuent à commercer avec le Portugal assassin des peuples africains, avec les colonels fascistes grecs, et à livrer des armes aux racistes d'Afrique du Sud. Le gouvernement espagnol peut se rassurer ; il est bien placé pour savoir que seuls les intérêts économiques guident la politique des pays capitalistes.

C'est encore moins à cause des pétitions et de la ridicule demi-heure de grève de la CGT et des autres syndicats en France. Tout cela n'est en réalité qu'une insulte aux militants basques qui risquent leur vie. Si on se souvient des manifestations et des grèves massives pour Sacco et Vanzetti, condamnés à mort par les fascistes américains, on comprend que, pour les révisionnistes, l'internationalisme prolétarien n'est plus qu'un slogan creux.

En réalité, ce qui a fait reculer Franco, c'est l'immense soutien populaire, tant en Espagne qu'à l'étranger, et surtout la menace de luttes encore plus dures en Espagne. Dès l'annonce du verdict, des milliers d'ouvriers se sont mis en grève au pays Basque espagnol ; malgré l'état d'exception, des manifestants ont harcelé la police à San Sebastian. A Bruxelles, l'ambassade d'Espagne a été mise à sac. En France, malgré les congés, des manifestations ont été immédiatement organisées ; des banques et des consulats espagnols attaqués à Paris, à Béziers, à Lyon ; à Tou-

louse, des mots d'ordre "Franco assassin" ont été peints sur les trains qui partaient pour l'Espagne. Le fascisme ne recule que quand il a peur, quand il se sent menacé par la violence populaire.

Les révolutionnaires basques ne moisiront pas toute leur vie en prison. La mobilisation autour de leur procès a montré que le fascisme n'avait pas changé de visage, et surtout qu'il pouvait subir des échecs. Franco a bien compris que son pouvoir était menacé : dès le décret de grâce signé, il a lancé une vague d'arrestations dans toute l'Espagne. D'autres l'ont compris aussi : ce sont les officiers qui ont profité des manifestations de soutien au régime pour préparer une solution de rechange à l'ombre de la CIA. Mais, ni l'état d'exception, ni les arrestations, ni la menace d'un régime encore plus féroce, ne peuvent freiner l'élan révolutionnaire des peuples d'Espagne. Les jours du fascisme en Espagne sont comptés.

Vive la Révolution Espagnole !

LA COLOMBIE, phare de la lutte armée en Amérique latine !

La bourgeoisie française vient de vendre 18 avions "Mirage" aux réactionnaires colombiens. En outre la France formera des pilotes et accordera une aide technique à la force aérienne colombienne. Cette information est passée inaperçue en France où l'on commence à être "habitué" au visage "marchands de canons" de la bourgeoisie française.

La Colombie aujourd'hui devient en Amérique Latine le phare de la lutte armée triomphante. Sous la direction du Parti Communiste de Colombie (M.L.), l'Armée Populaire de Libération (EPL) ne cesse d'infliger des pertes sévères aux troupes de la réaction colombienne, aidées des sinistres "bérêts verts" yankees...

Récemment l'EPL a brisé la seconde campagne d'encerclement et d'anéantissement. Dans d'immenses zones libérées au Nord-Est du Pays, dans le Cauca et les régions de Alto Sinú et Alto San Jorge, la réforme agraire est à l'ordre du jour.

Malgré la répression sanglante, le peuple colombien va de

l'avant, remportant de nouvelles victoires, animé de l'esprit indomptable du Camarade Pedro Vasquez Rendon, secrétaire du PCC (ml) tombé au combat l'an dernier.



Pedro Vasquez Rendon.

Dénonçons la collusion de l'impérialisme français et de la réaction colombienne soutenue par l'impérialisme américain !

La lutte armée révolutionnaire du peuple colombien triomphera !

Vive la lutte de libération nationale du peuple érythréen !

Située au Nord de l'Ethiopie, l'Erythrée est un pays de 119.000 km² et de trois millions d'habitants. Peuplée d'Arabes originaires de la péninsule arabe et de Noirs venus du Sud du continent africain, elle a été

tour à tour colonisée par les Turcs, les Egyptiens, les Italiens et les Anglais.

En 1950, l'ONU a décidé de la fédérer à l'Ethiopie qui l'a annexée en 1962.

L'IMPORTANCE STRATEGIQUE

L'importance stratégique exceptionnelle de l'Erythrée explique l'intérêt de l'impérialisme américain pour ce pays. Cette façade sur la Mer Rouge lui permet de prendre à revers la lutte des Palestiniens, de contrôler cette autre partie du monde arabe qui est un bastion révolutionnaire : la République Démocratique et Populaire du Yémen du Sud et le Dhofar, et enfin de s'introduire en Afrique (voir la rébellion au Soudan).

D'importantes bases américaines, maritimes et aériennes, sont situées en Erythrée. A Kagnaw, près d'Asmara, est installé un centre de retransmission pour les satellites-espions, élément fondamental pour la stratégie US.

La flotte militaire israélienne est présente dans les ports érythréens et à Massouah, les Sionistes sont en train d'édifier une importante base sous-marine.

LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

Depuis plusieurs années, le peuple érythréen s'est dressé contre la domination du régime féodal d'Ethiopie.

Sous la direction du Front de Libération de l'Erythrée il mène la lutte armée pour retrouver son indépendance nationale.

Face au développement impétueux des forces révolutionnaires, le Négus renforce la répression sur le peuple érythréen. Récemment il a fait bombarder au napalm les populations civiles et le 16 décembre, l'état d'urgence a été déclaré et toute l'Erythrée placée sous administration militaire.

Cette nouvelle escalade dans la répression n'arrêtera pas le peuple érythréen : il est décidé à lutter jusqu'à la victoire.

FAISONS CONNAITRE LA JUSTE LUTTE DE LIBERATION NATIONALE DU PEUPLE ERYTHREEN, LUTTE PRESQUE TOTALEMENT IGNOREE.

L'impérialisme français assassin du peuple camerounais

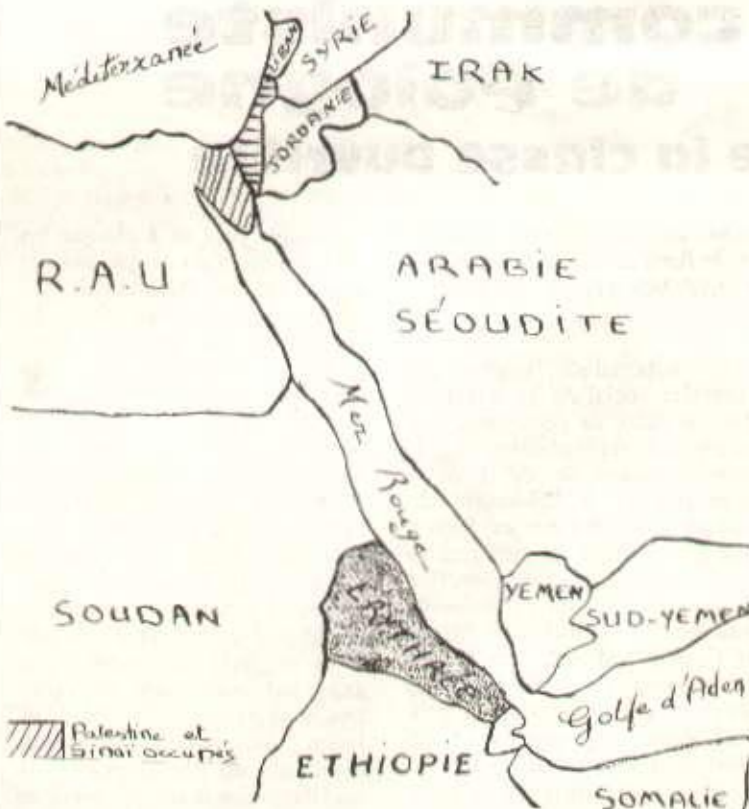
Ahidjo, fantôme sanglant de l'impérialisme français au Cameroun, vient de condamner à mort Ernest Ouandié, dirigeant de l'Union des Populations du Cameroun.

L'Union des Populations du Cameroun a mené la lutte armée contre le colonialisme français ; en 1960, l'indépendance fictive

Moumié à Genève en 1960 par les services spéciaux français).

De 1960 à 1963, la lutte armée a gagné en ampleur et en intensité. C'est alors que les révisionnistes krouchtchéviens monterent en 1963 une grave provocation contre la direction révolutionnaire de l'UPC qui aboutit à l'emprisonnement de celle-ci à Accra.

Malgré toutes les intrigues et manœuvres des révisionnistes à cette époque la lutte armée finissait cependant par reprendre. En 1966 tombait au combat le prestigieux Marxiste-Léniniste Osende Afana. Ouandié aujourd'hui est condamné à mort. Mais le peuple camerounais, fidèle à ses chefs et martyrs, Moumié, Um Nyobé, Abel Kingue, Afana et tant d'autres, finira par enterrement l'impérialisme français et son bourreau fantôme Ahidjo.



Situation géographique de l'Erythrée.



Osende Afana, tombé au maquis le 15 mars 1966.

n'a rien changé et Ahidjo est devenu le "gouverneur" (Président de la République Fédérale du Cameroun) au service de l'impérialisme français.

L'Union des Populations du Cameroun a continué la lutte armée contre l'ennemi et son fantôme malgré la répression (assassinat de son président Félix

Liberté pour Angela Davis ! SOUTENONS LA LUTTE DES AFRO-AMÉRICAINS !

Le 7 août, au cours du procès de trois jeunes noirs américains un camarade des accusés enlève le juge comme otage. Les flics tirent et le juge est tué au cours de la fusillade. C'est le prétexte choisi par les fascistes américains pour arrêter Angela Davis : elle est accusée d'avoir fourni l'arme qui a servi à menacer le juge.

Angela Davis est une jeune militante noire. Intellectuelle, professeur d'Université, elle a renoncé à sa situation pour se

mettre entièrement au service de ses frères opprimés par les racistes yankees. Elle avait milité dans les "Panthères Noires" et depuis longtemps, la police cherchait à la coincer. Elle risque la peine de mort.

Son procès, qui va s'ouvrir bientôt, doit être l'occasion de soutenir la lutte des noirs américains. Ceux-ci s'opposent, sur son propre terrain, à l'impérialisme le plus puissant du monde. Ils ont été le détonateur de la

lutte du peuple américain, et leur exemple a aidé la jeunesse américaine à se débarrasser du pacifisme et à s'engager dans la lutte violente ; ils restent le fer de lance de la lutte du peuple américain et leur combat est un puissant soutien à ceux des peuples opprimés par l'impérialisme US.

A bas l'impérialisme US !
Vive la lutte du peuple afro-américain !
Libérez Angela Davis !

TEMPETE REVOLUTIONNAIRE EN POLOGNE

Les tanks dans les rues, des milliers de manifestants, la police tire sur la foule : une vingtaine de morts et plusieurs centaines de blessés d'après les chiffres officiels. Tout ça ne se passe pas en Espagne fasciste, mais en Pologne soi-disant socialiste.

C'est que la colère des ouvriers polonais était grande : à l'entrée de l'hiver, le gouvernement leur annonce des hausses très importantes sur tous les produits de première nécessité : 19 % sur la viande, 24 % sur le pain, 8 % sur le lait, 15 % sur les tissus chauds, 10 % sur le charbon ; et en Pologne, en plein hiver, il fait très froid. La riposte a été immédiate. Le 14 décembre, les ouvriers des chantiers navals de Gdansk (port de la Baltique) se mettent en grève. Ils vont immédiatement chercher les étudiants de l'Université Polytechnique, et, ensemble, ils tiennent un meeting, puis manifestent dans la rue aux cris de : "A bas Gomulka" !, "Donnez-nous du pain" !, "nous voulons la liberté de parole" !. Ils se rendent au bâtiment de la radio : on leur refuse la parole ; ils vont alors manifester devant le siège du Parti Ouvrier Unifié de Pologne (l'équivalent polonais du P.C.F.).

Dans les jours qui suivent, malgré la répression féroce, des grèves et des manifestations aussi dures ont lieu dans tous les ports de la Baltique. Le 17, à Szczecin, les grévistes bombardent les flics de cocktails Molotov ; ils incendient le siège local du P.O.U.P. et plusieurs commissariats de la ville. Dans tous les grands centres industriels, et même à



Les peuples d'Europe Orientale renouent avec leurs glorieuses traditions révolutionnaires en renversant par la lutte armée les révisionnistes du pouvoir.

Varsovie, il y a eu des grèves massives. Et chaque fois, le gouvernement n'a su répondre qu'en envoyant les chars et l'armée (ils n'osaient même pas envoyer les milices locales qui sympathisaient avec les manifestants).

NON, LA POLOGNE N'EST PLUS SOCIALISTE

Bien entendu, la bourgeoisie des pays capitalistes a sauté sur l'occasion : pensez donc, une révolte de masse dans un pays de l'Est, quelle aubaine pour les anti-communistes de tout poil. On a vu les fascistes d'Ordre Nouveau descendre les Champs-Élysées en criant : "Communistes assassins" !. Malheureusement pour nos bourgeois, les manifestants polonais ne s'en prenaient pas du tout au communisme : en même temps qu'ils réclamaient à manger, ils

chantaient l'Internationale et scandaient : "A bas la dictature bourgeoise de Gomulka !". "Vive la dictature du Proletariat" !. Ce qu'ils dénoncent, c'est la clique qui est aujourd'hui au pouvoir en Pologne. Le chef de file de cette clique, Gomulka, a profité de la vague de déstalinisation en 1956, pour arracher le pouvoir aux vrais communistes. Depuis 1956, Gomulka n'a pas cessé de saboter le socialisme que la classe ouvrière avait commencé à construire à dur prix, après la lutte contre les nazis. Dans l'industrie, Gomulka a remplacé la planification socialiste par la loi de l'offre et de la demande chère aux capitalistes, il a renforcé les capitalistes privés qu'il détient aujourd'hui 30 % des unités de production. Dans l'agriculture, Gomulka a saboté la collectivisation : il a autorisé la vente

libre des terrains, et aujourd'hui, 85 % des terres cultivées sont aux mains de personnes privées. Tout ça n'a rien de socialiste : ça ne profite qu'à une poignée de nouveaux bourgeois ; les ouvriers, eux, n'ont qu'à se serrer la ceinture. Voilà les soi-disant révisionnistes, en réalité des révisionnistes de la plus belle eau, qu'accusent les ouvriers polonais en lutte. Alors, nos bourgeois feraient mieux de se taire, parce que ces révisionnistes polonais leur ressemblent comme des frères.

Ils se ressemblent tellement qu'ils utilisent les mêmes méthodes. En 1969, quand le capitalisme français était en crise, la bourgeoisie a cherché à faire retomber le poids de la crise sur les masses populaires en bloquant les salaires et en haussant les prix. La nouvelle bourgeoisie polonaise en crise, a fait exactement la même chose, et c'est ce qui a déclenché la colère du peuple polonais. En mai 68, les journaux bourgeois traitaient les grévistes de voyous, vite imités par les révisionnistes du P.C.F. et de Moscou. C'est du reste une vieille tradition des réactionnaires : sous la Commune de Paris, les Versaillais parlaient de la "canaille" des communards. La nouvelle bourgeoisie polonaise reste dans la tradition en traitant les grévistes de "hooligans".

A BAS LA CLIQUE REVISIONNISTE POLONAISE

La clique révisionniste polonaise s'est donné du répit : Gomulka et sa bande ont été limogés "pour raison de santé" :

comme cette subite épidémie est bienvenue ! Gierek, qui remplace Gomulka, ne vaut pas mieux. A peine arrivé au pouvoir, il s'est empressé de rassurer ses amis soviétiques qui commençaient à masser leurs tanks près de la frontière : il a déclaré qu'aucune émeute ne sera permise. C'est clair, si les ouvriers polonais ne se contentent pas des miettes qu'on leur donne, on fera donner la troupe. En attendant, Gierek utilisera toutes ses connaissances de spécialiste de l'économie pour restaurer le capitalisme en Pologne.

Il n'en faut pas moins à nos bourgeois occidentaux pour clamer sur tous les toits que le communisme c'est fini, que c'est le plus bel échec de tous les temps. Ils oublient simplement la Chine et l'Albanie qui ont soutenu les ouvriers polonais en lutte. Ils oublient aussi la classe ouvrière de Pologne et sa longue tradition de lutte. Ils oublient que les plus avancés des ouvriers polonais ont déjà balayé le révisionnisme et ont créé il y a 5 ans le Parti Communiste de Pologne, parti marxiste léniniste.

Ce qui est en train de s'effondrer, c'est bien l'impérialisme et son complice le révisionnisme. Après la Tchécoslovaquie, c'est en Pologne, un nouveau coup porté au révisionnisme au cœur même de ses places-fortes.

"A bas la dictature bourgeoise en Pologne !"

"A bas le révisionnisme moderne !"

"Vive la lutte du peuple polonais !"

"Vive le Parti Communiste de Pologne !"

Le parti communiste de Pologne est le parti de la classe ouvrière

Extraits d'un article du Parti Communiste de Pologne intitulé : "Le Parti Communiste de Pologne est le Parti de la classe ouvrière" datant de 1968 et paru dans "PEKIN-INFORMATION" n° 35 du 2 septembre 1968.

Onze années sous la domination de la clique de Gomulka suffisent à la classe ouvrière pour comprendre, par son expérience propre, ce que signifient "la nouvelle étape", "le socialisme" et "la démocratie" de Gomulka ! Les ouvriers ont également compris que "la voie polonaise menant au socialisme" retourne en réalité au capitalisme. C'est la voie "traditionnelle" prônée par les classes exploiteuses, la voie vers le "paradis" prêchée depuis 2000 ans par l'église. Dans "la nouvelle étape" de Gomulka, ce n'est pas le peuple travailleur, mais la bourgeoisie qui redevient de plus en plus maîtresse du pays.

Changeant de nature et se transformant en son contraire, le Parti Ouvrier Unifié de Pologne, de parti révolutionnaire, est devenu parti contre-révolutionnaire. Cela ne s'est pas produit d'un coup, en un seul jour ; les menaces de trahison se sont peu à peu amoncées et c'est en 1956 qu'il y a eu la régression vers le capitalisme, à la suite de grands bouleversements...

LA CLIQUE DE GOMULKA RESTAURE LE CAPITALISME EN POLOGNE

Lorsque la Pologne était sous la dictature du prolétariat, les industries, transports, banques et monopoles du commerce exté-

rieur nationalisés avaient un caractère socialiste et servaient, dans le cadre de l'économie planifiée, au renforcement de la base économique du pouvoir populaire et à l'élévation du niveau de vie des masses. Depuis que cette clique de renégats au socialisme a usurpé la direction du Parti et de l'Etat, la "nouvelle direction" — le Bureau Politique et l'appareil d'Etat, qui lui est subordonné (le Parti lui-même n'exerce pas la fonction de gouvernement, ainsi que l'a dit ouvertement Gomulka), exerce en réalité, la dictature de la bourgeoisie bureaucratique. Nous savons que la base économique renforce la superstructure. Par conséquent, la question de savoir quelle classe la base économique renforce-t-elle, le prolétariat ou la bourgeoisie, trouve sa réponse dans : qui détient le pouvoir ?

Dans les circonstances actuelles, le pouvoir est aux mains des révisionnistes modernes, les industries, transports, banques, monopoles du commerce extérieur, en un mot, toute l'économie polonaise socialisée, a commencé à perdre son caractère socialiste. Elle joue de plus en plus le rôle du capitalisme d'état, et comme dans les pays capitalistes, elle commence à servir les intérêts de la bourgeoisie et non plus ceux des masses laborieuses.

Chaque jour et à chaque instant, les biens du peuple passent, légalement ou illégalement, des mains des ouvriers dans les poches de la nouvelle bourgeoisie en gestation. Des capitaux sont amassés par milliards, certains sous la forme de comptes déposés dans les banques d'état, d'autres sous la forme de devises étrangères cachées dans le pays même ou à l'étranger. Tout cela constitue les biens de la nouvelle bourgeoisie. La polarisation entre la prodigalité et le luxe d'une part et la pauvreté de l'autre — ces deux extrêmes ayant un caractère antagonique — s'accroît de façon marquante. L'économie capitaliste en développement se manifeste par le renoncement au principe socialiste de l'économie planifiée ; l'engagement sur la voie du rajustement des prix selon les conditions du marché ; l'existence des stimulants économiques, du grand écart entre les salaires, de l'inflation et du chômage. Le capitalisme en rapide développement monopolise tous les surplus de la production et les ouvriers peinent pour la bourgeoisie.

L'engagement de la Pologne sur la voie de la restauration du capitalisme se manifeste par l'abandon de la lutte de classe contre l'influence de l'idéologie bourgeoise dans les domaines idéologique, politique et culturel et par l'abandon de la transformation de l'économie capitaliste en économie socialiste dans les villes et dans les campagnes...

LE PARTI COMMUNISTE DE POLOGNE RELEVE LE DRAPEAU

Afin de surmonter toutes les difficultés surgies dans n'importe quelle circonstance de la lutte, le Parti doit maintenir des liens constants avec les masses, et en premier lieu avec les masses ouvrières. La tâche fondamentale du Parti Communiste de Pologne, c'est de gagner la confiance de la classe ouvrière. Un parti politique, isolé de la classe ouvrière, ne peut être un parti révolutionnaire.

Tout en nous efforçant de gagner la sympathie de toute la classe ouvrière, nous devons, de façon pressante, organiser nos forces alliées tant dans les villes que dans les campagnes et les unir autour de la classe ouvrière. Sans l'alliance ouvriers-paysans, il est impossible de s'emparer du pouvoir politique et de consolider la dictature du prolétariat. Parmi les paysans, le pilier du Parti demeure la paysannerie pauvre et la semi-prolétariat des campagnes. Voilà la base politico-sociale de la classe ouvrière dans sa lutte pour s'allier aux paysans moyens pour la consolidation du pouvoir politique déjà conquis et pour la transformation de l'agriculture. Sans gagner les campagnes à elle, la classe ouvrière ne peut conquérir le pouvoir.

Le Parti Communiste de Pologne a déployé ses efforts pour que les intellectuels se rangent du côté de la classe ouvrière et se lancent dans la lutte. Les intellectuels révolutionnaires polonais doivent, sous la direction du PCP, jouer un grand rôle créateur, progressiste et révolutionnaire...

VIVE LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

La classe ouvrière polonaise a une glorieuse histoire et de grandes traditions révolutionnaires. Avant la seconde guerre mondiale, nous étions appelés "agents" de Moscou, en raison de notre attitude internationaliste de défense du premier état de dictature du prolétariat. Aujourd'hui, nous sommes appelés "agents" de Pékin et de Tirana, en raison de notre hostilité à l'impérialisme US et de notre lutte contre le révisionnisme moderne. Rien n'a changé depuis hier à aujourd'hui. Les révolutionnaires authentiques et les masses laborieuses se trouvent d'un côté de la barricade tandis que la bourgeoisie et ses laquais occupent l'autre côté. Hier comme aujourd'hui, les communistes polonais sont les représentants fidèles du prolétariat polonais et des combattants de la révolution mondiale... Le PCP, avant-garde héroïque de la classe ouvrière polonaise, s'unit avec l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste en cours de reconstitution, autour du Parti Communiste chinois et du Parti du Travail d'Albanie, dans sa lutte contre l'impérialisme américain et le révisionnisme moderne ayant pour centre la direction du PCUS.

Vive la solidarité internationale des marxistes-léninistes en lutte contre les ennemis du mouvement communiste international et des mouvements de libération nationale !

Au combat !

Pour la victoire !

Le capitalisme ne passera pas en Pologne !

Vive le Parti Communiste de Pologne — Le parti de la classe ouvrière de Pologne !